
PIERRE ASTIÉ
DOMINIQUE BREILLAT
CÉLINE HISCOCK-LAGEOT*

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} OCTOBRE - 31 DÉCEMBRE 1999)

ALLEMAGNE

3 décembre 1999 : **Chancelier ; financement des partis politiques.** Les députés allemands décident, à l'unanimité, la création d'une commission d'enquête composée de 15 députés dont 5 SPD et 5 CDU. Elle a pour mission d'enquêter sur l'« affaire Kohl », l'ancien chancelier ayant reconnu l'existence d'une comptabilité secrète pour financer la CDU entre 1993 et 1998. Il aurait reçu 1 million de DM pour permettre l'exportation de chars d'assaut en Arabie saoudite. En outre sont évoquées la reprise de la raffinerie de Leuna par le groupe Elf-Aquitaine et la vente d'avions Airbus.

Le Parlement vote la levée du secret professionnel des avocats et autres professions réglementées qui seront amenés à témoigner. Reconnaisant l'existence de ce financement occulte, Helmut Kohl refuse d'en révéler l'origine, alors que la secrétaire générale de la CDU, Angela Merkel, le somme de s'expliquer. Le parquet décide d'ouvrir une enquête pour abus de confiance et malversations.

Il demande au Bundestag de lever l'immunité parlementaire de l'ancien chancelier (*Le Figaro*, 22 et 30 décembre 1999 ; *Libération*, 20-21 et 30 novembre, 1^{er}, 22 au 24 et 30 décembre 1999 ; *Le Monde*, 2, 3, 7, 14, 18, 23 au 25, 28, 30 et 31 décembre 1999 ; *Courrier international*, 9 décembre 1999). 223

ARGENTINE

24 octobre 1999 : **Élections présidentielles et législatives.** Les électeurs argentins mettent fin à l'hégémonie des péronistes du Parti justicialiste et du flamboyant et fantasque président sortant Carlos Saul Menem, au pouvoir depuis dix ans (cf. *RE*, 75 et 85).

Le maire de Buenos Aires, l'austère Fernando de La Rúa, 62 ans, avocat, chef de l'opposition regroupant au sein de l'Alliance les sociaux-démocrates de l'Union civique radicale et le centre gauche du Frepaso (*Frente del Pais Solidario*), l'emporte largement avec 48,5 % des suffrages aux élections présiden-

* Université de Poitiers.

tielles pour un mandat de quatre ans. Le candidat péroniste, Eduardo Duhalde, 58 ans, avocat, gouverneur de la province de Buenos Aires, obtient 38,1 % des voix, tandis que l'ancien ministre de l'Économie de Carlos Menem, Domingo Cavallo, recueille 10,2 %.

AUSTRALIE

6 novembre 1999 : **Référendum ; République.** L'Australie ne sera pas une République lorsqu'elle célébrera en 2001 le centenaire de la Fédération.

Appelés à se prononcer par référendum sur l'adoption de la République, les Australiens ont ajouté un nouveau « non » à une longue suite de huit référendums négatifs ; il faut remonter à 1977, et à une question sur la retraite des juges de la Cour suprême à 70 ans, pour voir une victoire du « oui ». Les Australiens ont toujours été prudents à l'égard des changements constitutionnels : 8 référendums seulement sur 42 ont vu la victoire du « oui » au cours de ce siècle.

Plus de 12,3 millions d'électeurs étaient inscrits. La question avait pour objet de savoir si le pays devait rompre ses liens vieux de plus de deux cents ans avec la Couronne britannique et remplacer la reine Élisabeth II à la tête de l'État par un Australien. Pour l'emporter, l'option républicaine avait besoin d'une double majorité : électeurs et États. Le « oui » n'a recueilli que 44,87 % des voix contre 54,23 % de « non ». Seul l'État de Victoria a voté en faveur, de justesse, avec 50,1 %. Plus que le soutien à la monarchie, ce résultat est surtout présenté comme le rejet du modèle républicain proposé (*Le Figaro*, 6-7, 8 novembre 1999 ; *Libération*, 6, 8 et 9 novembre 1999 ; *Les Échos*, 8 novem-

bre 1999 ; *Le Monde*, 6 et 9 novembre 1999 ; *The Independent*, 17, 22, 25, 27 octobre, 1^{er}, 5, 6, 9 et 11 novembre 1999 ; *Courrier international*, 18 février, 4 et 18 novembre 1999 ; ambassade d'Australie).

AUTRICHE

3 octobre 1999 : **Élections législatives.** Avec 33,15 % des voix et 65 sièges, les sociaux-démocrates (SPÖ) du chancelier Viktor Klima, malgré d'importantes pertes, demeurent la première formation du pays. C'est cependant leur plus mauvais résultat depuis cinquante ans.

Ces élections traduisent surtout la montée de l'extrême droite autrichienne. Le Parti libéral (FPÖ) de Jörg Haider fait désormais jeu égal avec les populistes (ÖVP) du vice-chancelier Wolfgang Schüssel. Le FPÖ, pour lequel ont voté près de 33 % des jeunes, contrôle également deux des neuf Länder (Carinthie et Salzbourg).

Cette montée en puissance constitue un camouflet pour les deux grands partis qui se partagent le pouvoir (cf. *RE*, 41 et 58) depuis 1945, les sociaux-démocrates et les populistes (*Le Figaro*, 2-3, 5 et 19 octobre ; *Libération*, 2-3, 5, 6, 13 et 14 octobre 1999 ; *Le Monde*, 3-4, 5, 6, 12 et 14 octobre 1999 ; *Courrier international*, 7 octobre 1999 ; ambassade d'Autriche ; <http://www.bmi.gv.at/Wahlen> ; www.bmi.gv.at/Wahlen).

GRANDE-BRETAGNE

11 novembre 1999 : **Chambre des Lords.** Voir l'article de Philip Norton, « La réforme de la Chambre des Lords », *ci-dessus*, p. 39.

Élections législatives autrichiennes

	Voix	%	Sièges
Inscrits	5 838 373		
Votants	4 695 225	80,42	
Nuls	72 871		
Suffrages exprimés	4 622 354		
<hr/>			
SPÖ (Parti social-démocrate d'Autriche)	1 532 448	33,15 (-4,91)	65 (-6)
FPÖ (Parti libéral d'Autriche)	1 244 087	26,91 (+5,02)	52 (+11)
ÖVP (Parti populaire autrichien)	1 243 672	26,91 (-1,38)	52 (=)
Grünen (Les Verts – L'Alternative verte)	342 260	7,40 (+2,59)	14 (+5)
LIF (Forum Libéral, Heide Schmidt, dissident FPÖ)	168 612	3,65 (-1,86)	0 (-10)
DU (Les Indépendants – Liste Lugner)	46 943	1,02 (+1,02)	0 (=)
KPÖ (Parti communiste d'Autriche)	22 016	0,48 (+0,19)	0 (=)
Nein (Non à l'OTAN et à l'UE – Initiative citoyenne pour une Autriche neutre)	19 286	0,42 (-0,68)	0 (=)
CWG (Communauté chrétienne d'électeurs)	3 030	0,07 (+0,07)	0 (=)

225

2 décembre 1999 : **Irlande du Nord**. Après avoir été gouvernée directement par Londres pendant vingt-cinq ans, l'Irlande du Nord acquiert un régime de semi-autonomie. Le gouvernement britannique transfère au profit de Belfast une part importante des pouvoirs d'administration, conformément aux accords de paix d'avril 1998 dits du vendredi saint (cf. *RE*, 87), qui excluent la fixation du budget, de la politique monétaire, des affaires étrangères et de la défense. Cette autonomie des Irlandais du Nord reste plus limitée que celle des Écossais, mais comparable à celle des Gallois (*Le Figaro*, 29 novembre au 3 décembre 1999 ; *Libération*, 17 au 19, 29 novembre au 4-5 décembre 1999 ; *Le Monde*, 18, 20, 25, 28, 30 novembre, 1^{er}, 3 et 4 décembre 1999 ; *The Independent*, 12 octobre, 10, 13, 17, 27, 29,

30 novembre, 1^{er} et 3 décembre 1999 ; *Courrier international*, 25 novembre et 16 décembre 1999 ; www.ni-assembly.gov.uk/about.htm ; www.northernireland.gov.uk).

INDE

5 septembre au 3 octobre 1999 : **Élections législatives**. Pour la troisième fois en trois ans (cf. *RE*, 79 et 86, et le n° 90 de *Pouvoirs* consacré à l'Inde) et la treizième fois depuis le premier Parlement en 1952, les 605 millions d'électeurs de la plus grande démocratie du monde étaient appelés à élire leurs 543 représentants à la Lok Sabha qui compte 545 sièges, deux parlementaires représentant la communauté anglo-indienne étant nommés par le président. Parmi

les 543 sièges, 79 sont réservés aux dalits (intouchables) et 41 aux Adevasi (habitants originels de l'Inde). Le scrutin est uninominal majoritaire à un tour. La représentation parlementaire est proportionnelle à la population des États. Ainsi, l'Uttar Pradesh (170 millions d'habitants) élit 85 députés et le Nagaland (1,5 million) n'en élit qu'un seul.

L'Alliance démocratique nationale (NDA), coalition conduite par le Parti indien du peuple (*Bharatiya Janata Party*, BJP) du Premier ministre sortant, Atal Behari Vajpayee, dépasse la majorité absolue avec 296 sièges. Cependant, les nationalistes du BJP régressent à 182 élus, perdant 10 sièges. Ce sont en réalité les partis régionaux, en particulier ceux du Sud, dans les États du Tamil Nadu et de l'Andhra Pradesh, ainsi que le *Shiv Sena* (SS), parti du Maharashtra (centre), qui ont le plus contribué à la victoire de l'Alliance constituée désormais de 24 petits partis contre 18 lors du scrutin précédent.

Principal parti d'opposition conduit depuis un an par Sonia Gandhi, 52 ans, héritière de la dynastie Nehru-Gandhi, le Congrès (INC) connaît une défaite historique. Avec 112 sièges (-29), il obtient son plus mauvais résultat depuis l'indépendance.

Les partis de gauche, avec 42 sièges, conservent à peu près leurs bastions dans le Bengale-Occidental et au Kerala.

Ces élections qui ont eu lieu les 5, 11, 18, 25 septembre et 5 octobre se caractérisent par la stagnation, voire la régression, des deux grands partis nationaux, le BJP et le Congrès, et la progression des partis régionaux et des partis de castes qui, avec les partis de gauche, obtiennent à peu près la moitié des sièges (*Le Figaro*, 2, 4-5, 6 septembre, 7 et 8 octobre 1999 ; *Libération*, 4-5, 6 septembre, 8,

9-10 octobre 1999 ; *Le Monde*, 31 août, 5-6, 7, 29 septembre, 8 et 9 octobre 1999 ; *Courrier international*, 14 octobre 1999 ; <http://elections.timesofindia.com> ; ambassade de l'Inde).

11 octobre 1999 : **Gouvernement**. Le nationaliste hindouiste Atal Behari Vajpayee, 72 ans, constitue, à la suite des élections, le sixième gouvernement de l'Inde en quatre ans (cf. *RE*, 86). A la tête d'un gouvernement de coalition de 70 membres (26 ministres – dont 17 BJP – et 44 secrétaires d'État) représentant 20 des partis de l'Alliance démocratique nationale, il dispose du soutien de 303 des 545 députés de la Chambre (*Le Figaro*, 12 octobre 1999 ; *Le Monde*, 16 octobre 1999 ; ambassade de l'Inde).

ITALIE

18 au 22 décembre 1999 : **Gouvernement**. Porté au pouvoir en octobre 1998 (cf. *RE*, 88) par une coalition hétérogène, composée d'une dizaine de formations politiques allant du centre aux communistes, le Premier ministre Massimo d'Alema remet sa démission au chef de l'État, sa marge de manœuvre s'étant réduite à la Chambre où il ne disposait plus que d'une ou deux voix de majorité contre seize précédemment, puisque les socialistes démocratiques italiens (SDI), petite formation héritière du parti de Bettino Craxi, avaient fait défection.

Cinq jours plus tard, il constitue un « gouvernement *bis* » de 25 membres (mais il y a 66 secrétaires d'État, soit 13 de plus que dans le cabinet sortant), dont la principale innovation est constituée par l'entrée de 2 Démocrates, parti fondé par l'actuel président de la Commission de l'Union européenne, Romano Prodi.

A l'inverse, il perd le soutien des trois petits partis du centre (partisans de Cosiga, socialistes et républicains de Giorgio La Malfa) rassemblés au sein du Trèfle, dirigé par l'ancien président de la République Francesco Cossiga.

La plupart des titulaires des portefeuilles de l'ancien gouvernement sont confirmés dans leurs fonctions.

Les démocrates de gauche (DS, ex-PCI) restent la première formation politique avec 8 ministres. Ils sont accompagnés de 5 PPI (Parti populaire italien, centriste), 3 Démocrates (contre un dans l'équipe précédente), 2 communistes, 2 Verts, 2 indépendants, 2 centristes réformateurs et un « rénovateur », Lamberto Dini. L'unique socialiste du cabinet précédent ne fait plus partie de l'actuel gouvernement. La Chambre accorde la confiance avec 310 voix contre 287 et 18 abstentions (dont les 17 députés du Trèfle)

Ce « toilettage » donne naissance au 58^e gouvernement depuis le retour de la démocratie en Italie (*Le Figaro*, 20, 22 et 23 décembre 1999 ; *Libération*, 20, 21, 23 et 27 décembre 1999 ; *Le Monde*, 15, 19-20 au 22, 24 et 25 décembre 1999).

JAPON

5 octobre 1999 : **Gouvernement**. Après avoir conclu un accord entre son parti, le Parti bouddhiste Komeito et le Parti libéral (transfuges du Parti libéral-démocrate en 1993), M. Keizo Obuchi, au pouvoir depuis juillet 1998 (cf. *RE*, 87), constitue un nouveau gouvernement de centre droite. L'alliance tripartite bénéficie du soutien des deux tiers de la Chambre des représentants et de la majorité de la chambre haute (Chambre des conseillers). Le Komeito a été créé

en 1964 par la *Soka Gakkai* (Société de la création de valeurs), organisation religieuse bouddhiste fondée en 1930, opposée alors à la politique militariste du Japon (*Le Figaro*, 5 et 6 octobre 1999 ; *Le Monde*, 6 octobre 1999 ; *Courrier international*, 16 décembre 1999).

KOWEÏT

30 novembre 1999 : **Vote des femmes**.

Le Koweït est la seule monarchie du Golfe à être dotée d'une Assemblée élue, mais celle-ci n'est désignée que par les hommes. L'émir avait souhaité faire adopter l'égalité politique pour les femmes par un projet de loi. Celui-ci a été rejeté une première fois le 23 novembre par 41 voix contre 21 sur 62 membres. Le 30 novembre, le projet est à nouveau repoussé par 32 voix contre 30, 2 abstentions et un absent. C'est un acte de défiance à l'égard de l'émir. Un nouveau projet devrait cependant être déposé l'an prochain (*Le Figaro*, 1^{er} décembre 1999 ; *Libération*, 1^{er} décembre 1999 ; *Courrier international*, 9 décembre 1999. www.klipsan.com, 23, 24 et 30 novembre 1999).

227

MACAO

20 décembre 1999 : **Souveraineté**. Après 450 ans d'administration portugaise, le territoire de Macao, ultime vestige de l'empire colonial portugais, a été rétrocédé à la Chine, faisant suite au retour de Hongkong le 1^{er} juillet 1997. C'est en 1557 que les Portugais s'étaient installés sur ce territoire librement cédé par la Chine en remerciement de l'aide apportée dans la lutte contre les pirates, ainsi que sur les îles de Taipa et de Coloane,

versant une rente annuelle à partir de 1573. En 1987, un accord entre la Chine et le Portugal avait été conclu selon le principe « un pays, deux systèmes », assurant le respect pour cinquante ans du système politique et social de Macao (*Libération*, 18-19 au 21 décembre 1999 ; *Le Monde*, 16-17 mai, 3 juillet, 26 août, 17, 18 et 21 décembre 1999 ; *Courrier international*, 23 décembre 1999 ; <http://www.klipsan.com>, 14-16 mai 1999).

PANAMÁ

228 31 décembre 1999 : **Souveraineté**. C'est l'ancien président James (« Jimmy ») Earl Carter qui remet à midi les biens américains à Panamá : le canal, la zone de dix kilomètres de large où Washington exerçait « à perpétuité » une pleine souveraineté et quatorze casernes, forts et champs de manœuvres destinés à la protection de l'ensemble. C'est la conséquence du traité conclu entre les prési-

dents Carter et Torrijos le 7 septembre 1977 et dont la ratification avait été autorisée non sans peine par le Sénat (*Libération*, 14 décembre 1999, 1^{er}-2 janvier 2000 ; *Le Monde*, 15 décembre 1999 et 1^{er} janvier 2000).

PORTUGAL

10 octobre 1999 : **Élections législatives**. Les élections législatives du 10 octobre à l'Assemblée de la République n'ont pas apporté de grands changements dans la vie politique portugaise. Le Parti socialiste du Premier ministre Antonio Guterres, à la tête du gouvernement depuis le 12 octobre 1995, confirme sa place de premier parti du Portugal avec un gain de trois sièges, mais il manque la majorité absolue d'un siège. Les autres partis politiques maintiennent sensiblement leurs positions de 1995 (cf. *RE*, 77), même si le PSD opère un recul et le Parti populaire de l'ancien patron de

Élections législatives portugaises

	Voix	%	Sièges
Inscrits	8 864 604		
Votants	5 523 296	61,99	
Blancs	56 964		
Nuls	51 230		
Suffrages exprimés	5 415 102		
Parti socialiste (PS)	2 385 992	44,06 (+0,36)	115 (+3)
Parti social-démocrate (PSD)	1 750 158	32,32 (-1,80)	81 (-7)
Coalition démocratique unitaire (CDU)	487 058	8,99 (+0,42)	17 (+2)
– <i>Parti communiste portugais</i>			(15)
– <i>Mouvement écologiste, les Verts</i>			(2)
Parti populaire (CDS/PP)	451 643	8,34 (-1,31)	15 (=)
Bloc de gauche (BE)	132 333	2,44	2 (+2)
Autres	207 918	4,85	0

presse Paulo Portas stagne. La CDU, alliance dominée par les communistes, devient la troisième formation portugaise. Le Bloc de gauche (extrême gauche), qui réunit l'Union démocratique populaire, le Parti socialiste révolutionnaire et *Politica XXI*, entre pour la première fois au Parlement (*Le Figaro*, 11 octobre 1999 ; *Libération*, 11 et 12 octobre 1999 ; *Le Monde*, 10-11 et 12 octobre 1999 ; *Courrier international*, 2 décembre 1999 ; <http://www.klip-san.com>, 4 novembre 1999 ; <http://resultados.cne.pt> ; ambassade du Portugal).

RUSSIE

19 décembre 1999 : **Élections législatives**. Quelque 107 millions d'électeurs de la Fédération de Russie (146 millions d'habitants) ont été appelés à élire les 450 députés de la Douma d'État (chambre basse) pour une durée de quatre ans. 225 députés sont élus au scrutin proportionnel de liste. 3 698 candidats étaient présents sur 27 listes de partis et coalitions. Pour être admis à la répartition des sièges, une liste doit recueillir au moins 5 % des suffrages. 225 députés sont élus au scrutin majoritaire uninominal à un tour, mais un siège ne sera pas pourvu : celui de Tchétchénie (l'élection y sera organisée, le cas échéant, en 2000). 2 718 candidats prenaient part, soit 12 à 13 par circonscription.

Chaque électeur dispose de deux bulletins de vote, un pour chaque type de scrutin.

Les résultats de ces élections qui sont les troisièmes depuis l'éclatement de l'URSS en 1991, après celles de 1993 et de 1995 (cf. *RE*, 69 et 77), présentent les caractéristiques suivantes :

1) C'est une victoire personnelle du nouveau Premier ministre Vladimir Poutine, soutenu par le président Eltsine, dont la liste Unité recueille 23,32 % des suffrages et 72 sièges. Ce parti sans programme a été créé de toutes pièces par le Kremlin il y a trois mois pour contre-carrer le succès de la coalition de centre gauche OVR.

2) Les élections signent l'échec de la liste d'opposition La Patrie-Toute la Russie (OVR) du maire de Moscou Iouri Loujkov, du maire de Saint-Pétersbourg Vladimir Iakovlev, du président du Tatarstan, Mintimer Chaemiev, du président du Parti agrarien Mikhaïl Lapchine et de l'ancien Premier ministre Evgueni Primakov, qui ne recueille que 13,33 % des suffrages et 66 sièges.

3) S'il demeure la première formation politique, le Parti communiste de la Fédération russe, dirigé par Guennedi Ziouganov, obtient moins du quart des suffrages (24,29 %) et 113 sièges. Il y a huit ans encore, il était l'unique parti politique. Il ne progresse pas d'une élection à l'autre.

4) Avec 8,52 % des voix et 29 sièges, les libéraux de l'Union des forces de droite (SPS) dirigée par l'ancien Premier ministre Sergueï Kirienko entrent à la Douma. A l'inverse, le parti libéral Iabloko réformateur, dirigé par l'économiste Grigori Iavlinski, recule (5,98 % et 21 sièges) ainsi que l'ultranationaliste Vladimir Jirinovski (6 % et 17 sièges).

5) Jusqu'alors dominée par la coalition conduite par les communistes, la Douma devrait voir se former une majorité de droite libérale autour d'une coalition regroupant Unité (72 sièges), Iabloko (10 sièges) et l'Union des forces de droite (29 sièges). En outre, les 106 candidats dits « indépendants » élus dans le cadre du scrutin majoritaire devraient, pour un

grand nombre, se joindre à cette nouvelle majorité.

Ces résultats s'expliquent pour partie par l'exceptionnelle popularité du Premier ministre (*Le Figaro*, 13, 16 au 22 décembre 1999 ; *Libération*, 18 et 25 août, 12 et 20 octobre, 15 au 22 décembre 1999 ; *Le Monde*, 19 et 31 août, 13 octobre, 16, 18 au 23 et 29 décembre 1999 ; *Courrier international*, 16 et 23 décembre 1999 ; www.rferl.org).

31 décembre 1999 : **Président**. Alors que son mandat arrivait à échéance en juin 2000, Boris Nikolaïevitch Eltsine, 68 ans, annonce de façon surprenante à l'occasion d'une allocution de fin d'année, sa démission. C'est le Premier ministre, Vladimir Vladimirovitch Poutine, 47 ans, Premier ministre depuis le 8 août, ancien chef du FSB (ex-KGB) qui devient président par intérim. La nouvelle élection présidentielle aura lieu le 26 mars (*Libération*, 1^{er}-2 et 3 janvier 2000 ; *Le Monde*, 1^{er} et 2-3 janvier 2000).

SUISSE

24 octobre 1999 : **Élections législatives**. Marquées par une participation de 43 % des électeurs seulement, les élections traduisent une forte poussée de la droite nationaliste qui risque de remettre en cause l'équilibre entre les quatre partis gouvernementaux en vigueur depuis 1959, la fameuse « formule magique ».

L'Union démocratique du centre (UDC, droite nationaliste) de Christoph Blocher, le Haider helvétique, connaît une spectaculaire victoire, obtenant 23,31 % des suffrages et 44 sièges (+15) sur 200. Elle devient la deuxième force

politique au Conseil national, chambre basse du Parlement. Le Parti socialiste arrive en deuxième position en ce qui concerne le nombre de voix, mais a plus de sièges, avec 22,64 % des suffrages et 51 mandats. L'un et l'autre devançant le Parti radical démocratique (19,9 % et 43 sièges) et le Parti démocrate-chrétien (15,8 % et 35 sièges) (cf. *RE*, 77) (*Le Figaro*, 25 et 26 octobre 1999 ; *Libération*, 25 et 26 octobre 1999 ; *Le Monde*, 26 et 28-29 octobre 1999 ; *Courrier international*, 28 octobre et 10 novembre 1999 ; www.statistik.admin.ch ; www.parlament.ch).

15 décembre 1999 : **Gouvernement**. Le Conseil fédéral (gouvernement) est reconduit par l'Assemblée fédérale selon la formule magique avec 2 socialistes, 2 radicaux, 2 démocrates-chrétiens et 1 UDC. Le leader de l'UDC, Christoph Blocher, en raison des résultats des élections législatives, s'était présenté contre les deux candidats socialistes. Il n'a recueilli que 58 voix alors que son adversaire au sein de son parti, Adolf Ogi, est le mieux élu avec 191 voix (*Libération*, 27-28 novembre 1999 ; *Le Monde*, 28-29 novembre et 18 décembre 1999).

UNION EUROPÉENNE

18 octobre 1999 : **PESC**. Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, ayant été nommé secrétaire général du Conseil de l'Union européenne, devient « monsieur PESC » (Politique étrangère et de sécurité commune), chargé d'impulser l'action dans ce domaine nouveau issu du deuxième pilier du traité de Maastricht sur l'Union européenne (*Libération*, 6 et 19 octobre 1999).

27 octobre 1999 : **Médiateur.** Le Finlandais Jacob Soederman est réélu médiateur par le Parlement européen. Institué par le traité sur l'Union euro-

péenne, le médiateur connaît des plaintes des citoyens contre les administrations européennes (*Le Figaro*, 28 octobre 1999).